

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 26/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL ETIENNE (carrière)

218 IMPASSE DES PENNESIERES
88120 Gerbamont

Références : S-26-535RP

Code AIOT : 0006207685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 de la carrière implanté 218 IMPASSE DES PENNESIERES 88120 Gerbamont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la réception d'un signalement relatif à des écoulements de boues, à des nuisances sonores et des nuisances liées aux envols de poussière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ETIENNE
- 218 IMPASSE DES PENNESIERES 88120 Gerbamont
- Code AIOT : 0006207685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

L'entreprise ETIENNE est une entreprise du BTP qui exploite une carrière sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2782/2013 du 20 décembre 2013 et des ateliers de réparation et d'entretien de ses véhicules en contre bas de la carrière.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté préfectoral n° 2782/2013 du 20 décembre 2013 autorisant l'exploitation de la carrière et des installations de traitement des matériaux ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ».

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Impact sonores	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 5.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Envois de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Demande d'action corrective	1 mois
5	Sécurité - Clôture périphérique	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.1.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Coulée de boue	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 3.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de coulée de boue à l'extérieur de la carrière. Il est tout de même demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le plan de gestion des déchets à jour.

Concernant les nuisances sonores et les envois de poussière, il est demandé à l'exploitant de réaliser des campagnes de mesures. Des devis signés devront être transmis à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois sans quoi l'exploitant s'expose à des sanctions administratives et/ou pénales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Coulée de boue

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, [...] ou des sols [...] et l'impact visuel.
Constats : Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de coulée de boue en dehors du périmètre de la carrière. L'exploitant a curé son bassin de décantation et a mis les boues de curage dans un bassin de séchage en contrebas afin de les faire sécher. Depuis l'extérieur de la carrière, on observe une coulée de boue qui résulte donc du transfert des boues du bassin de décantation dans le bassin de séchage. L'exploitant a mis en place une digue en bordure du périmètre de la carrière pour contenir les boues sur site et éviter tout débordement vers l'extérieur du site comme le montrent les photos ci-jointes en annexe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation « , et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux ».</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;• le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : <p>Le service de l'inspection ne dispose pas du plan de gestion des déchets.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan de gestion de déchets mis à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Impact sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45dB (A)	6 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement 70 dB (A) pour la période de jour, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens de point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Des mesures de ces niveaux sont initiées aux endroits tels qu'ils sont définis au verso de la page 104 de l'étude d'impact et dont copie est annexée au présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter du présent arrêté puis régulièrement dans un intervalle de temps n'excédant pas 36 mois.

[...]

Les dispositions du présent arrêté sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins et ceux de l'installation de traitement des matériaux.

Constats :

Le dernier contrôle des émissions sonores a été réalisé par l'APAVE le 21 juillet 2022.

D'après la campagne de mesure, les émergence mesurées sont les suivantes :

- en face du 12 route du CUTIE à Gerbamont : 0 dB(A)
- en face du 31 route du Bouchot à Gerbamont : 1 dB(A).

Au vu des résultats, l'exploitant respecte l'émergence.

Il est à noter que dans son rapport l'APAVE indique la présence d'une ou plusieurs tonalités marquées dont l'apparition est inférieure à 30 % du temps de l'activité des installations.

Il n'y pas eu de mesure des niveaux sonores en limite de propriété.

La fréquence de mesure des niveaux sonores n'est pas respectée puisque la dernière campagne de mesure date de plus de 3 ans.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne de mesure des niveaux sonores en limite de propriété et des émergences au droit des habitations les plus proches.</p> <p>En plus des mesures d'émergences au niveau des habitations implantées au 12 route de Cutie 88120 GERBAMONT et au 31 route du Bouchot 88120 GERBAMONT, il convient de faire une mesure au niveau de l'impasse de la cour 88120 GERBAMONT.</p> <p>Les mesures doivent être réalisées en période de fonctionnement normal de la carrière (Installation de traitement des matériaux en fonctionnement).</p> <p>Un devis signé devra être transmis à l'inspection sous un délai de 1 mois, passé ce délai des suites administratives et/ou pénales pourront être proposées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Envois de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, rejet atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : [...]</p> <p>Pour les autres installations : 40 mg/Nm³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm³ pour les installations nouvelles.</p> <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des émissions de poussières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une campagne de mesure des retombées de poussières lors de la période estivale de 2026.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un devis signé sous un délai d'un mois, passé ce délai des suites administratives et/ou pénales pourront être proposées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Sécurité - Clôture périphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation.
Constats : Lors de l'inspection, il a pu être constaté la présence d'une clôture de type barbelé sur la partie Est du site. Cette clôture est en bon état comme le montrent les photos ci-jointes. Seul au niveau de l'entrée, le barbelé est coupé comme le montre la photo ci-jointe en annexe. A noter que le sentier longeant la clôture se situe à l'intérieur de l'emprise de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de remettre en état la clôture au niveau de l'entrée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois